**Assemblée de section du 20 janvier 2020**

**Rapport introductif d’Olivier MUÑOZ RODEA**

Chers camarades,

Je ne pourrais commencer sans vous souhaiter une bonne année 2020 à toutes et à tous et je vous adresse également mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour vous et vos proches.

La plus grande part de ce rapport va bien sûr, et c’est normal, traiter de la mobilisation en cours sur les retraites. Néanmoins, je dirais quelques mots sur la situation internationale.

En Amérique Latine, les mauvais coups se multiplient contre les forces progressistes, au Moyen-Orient la poudrière est prête à exploser, en Asie et en Afrique, des mouvements populaires se lèvent mais se heurtent à des répressions sévères.

Presque partout le responsable est l’impérialisme occidental, et principalement américain, qui loin de chercher à calmer les choses, met de plus en plus le feu à des situations locales tendues. Le comportement des USA vis-à-vis de l’Iran est le meilleur exemple de la volonté d’escalade et d’exacerbation des tensions.

Dans beaucoup de pays, ces tensions sont à la fois la marque que les peuples veulent s’émanciper de leur situation actuelle mais dans le même temps, les USA, sentant que leur modèle est menacé, veulent réaffirmer leur mainmise sur certains pays du monde et leur statut auto-attribué de « gendarmes du monde ». Cette situation est très grave puisqu’elle porte des dangers considérables de guerres ou de remise en cause des libertés et des droits pour des populations entières.

Notre devoir est de réaffirmer le besoin de paix et de respect de l’indépendance des peuples et des nations. C’est un enjeu fondamental pour la stabilité du monde.

La situation n’est néanmoins pas morose partout et je serais injuste de ne pas souligner dans un pays voisin du nôtre, en Espagne, l’importance de la toute récente victoire de la gauche avec une coalition PSOE-PODEMOS-PCE qui va permettre, sur un programme clairement de gauche, d’avoir 2 ministres communistes, première historique depuis 1939.

En France, nous vivons depuis 47 jours un mouvement exceptionnel, historique, dans le pays et tout particulièrement à la RATP. Dans la période que nous traversons, de nombreux aspects du mouvement lui-même sont très significatifs :

1. Le fait que, contrairement à une idée reçue, de très nombreux salariés ont été capables de se mettre en grève, massivement et sur une très longue durée ;
2. Les salariés les plus jeunes participent pleinement au mouvement, là aussi en contre-pied total des idées reçues ;
3. Beaucoup de salariés participent pour la première fois à un mouvement de grève et ont su être à la hauteur de la période ;
4. Des solidarités et des liens se sont recréés entre les salariés de la RATP, mais également avec des salariés extérieurs, notamment au travers des caisses de grève.

Tous ces aspects de la lutte sont importants, notamment pour le mouvement syndical, car une transmission générationnelle a pu avoir lieu entre les « anciens » de 1995 et les nouveaux salariés de la RATP (dont rappelons-le une majorité est entrée après 2010 !), mais ils montrent également que la « résignation » supposée des salariés face aux attaques du libéralisme est en réalité largement dépassable et qu’un mouvement massif peut voir le jour.

Dans une certaine mesure, la conscience de classe est en train de se répandre à nouveau parmi des salariés qui mesurent mieux qu’ils sont dans le même bateau vis-à-vis des attaques, mais aussi qu’ils font tous partie du même appareil productif et que tous ensemble, ils sont capables de le bloquer durablement, ce qu’aucun ne peut faire, isolé de son côté.

Pour nous, en tant que communistes, d’autres points plus directement « politiques » sont également importants à avoir à l’esprit pour faire une analyse complète.

Plusieurs éléments semblent indiquer que, pour la première fois depuis bien longtemps, le débat d’idées et la bataille idéologique ont été largement remportés par le camp de la classe ouvrière. Je vous les livre pêle-mêle :

* Plus de 45 jours après le début de la lutte, l’opinion publique reste majoritairement du côté des grévistes et le mouvement continue de s’étendre à de nouveaux secteurs.
* Le gouvernement est en grande difficulté. Plus il explique son projet, plus il suscite de doutes*,* voire de rejet dans la population. À tel point qu’aujourd’hui la communication du gouvernement ne consiste plus à argumenter sur les supposés bienfaits de la réforme, mais se limite presque exclusivement à taper sur la CGT et à appeler les grévistes à une pseudo-responsabilité pour arrêter la grève.
* Avec un gouvernement aussi méprisant et après autant d’attaques libérales, le fait même qu’une « explosion sociale » ait eu lieu, moins d’un an après les Gilets Jaunes, n’est pas surprenant. Néanmoins, qu’une lutte de cette ampleur se soit déclenchée sur un sujet qui pose une vraie vision de la société que nous voulons est un élément très important à souligner. Ce sont les conquêtes du Conseil National de la Résistance qui sont directement remises en cause par le pouvoir libéral et ce sont ces mêmes conquêtes qu’une majorité de la population, consciemment ou inconsciemment, cherche à défendre et à conserver aujourd’hui.
* Il est également important de souligner le fait que des tensions fortes apparaissent en interne dans les forces syndicales « réformistes », c’est-à-dire pro-libérales, car c’est un signe de l’état d’esprit des forces en présence. Le doute n’est pas chez ceux qui, à la base, luttent, mais bien chez ceux qui, « en haut » de ces syndicats, soutiennent et veulent accompagner la réforme. Leur position, plus que caricaturale, est en train de leur porter fortement préjudice et, malgré leur volonté de protagonisme et l’aide des medias, eux qui pensaient être centraux et indispensables dans la période sont complétement relégués hors du débat.
* A la RATP d’ailleurs, contrairement aux mouvements passés, le front syndical, malgré les habituelles manœuvres et fausses avancées censées diviser le mouvement, a cette fois tenu bon. Cela a été possible parce que les salariés ont bien mesuré tout l’enjeu de société porté par cette réforme.
* Enfin, la volonté, maintenant récurrente, de certaines forces à droite mais y compris à gauche, à rejeter la grève comme moyen de pression, à sortir les luttes des entreprises et à chercher à épargner l’appareil productif (se rapprochant d’ailleurs parfois des appels du gouvernement à la « responsabilité ») n’a pas été suivie et les appels à la grève s’étendent, y compris dans certaines entreprises privés.

Contrairement à ce que certains disent, cette réforme et la lutte qu’elle a entrainée ne sont pas le reflet d’une opposition entre le peuple et les élites, mais ont bien un profond caractère d’affrontement de classe :

* Tout d’abord, comme je le disais, il s’agit de l’opposition nette entre 2 modèles de société, celui solidaire et collectif issu du CNR porté par les salariés et celui individualiste et financiarisé porté par le libéralisme.
* Ensuite, parce que le patronat et en premier lieu les milieux financiers saluent et soutiennent pleinement cette réforme. Pour le patronat en général, elle est en effet l’occasion de ne pas augmenter les cotisations sociales pour rééquilibrer le système actuel. Pour les milieux financiers en particulier, elle permet de s’ouvrir de nouvelles parts de marché énormes et de vendre de nouveaux produits d’épargne retraite.
* La participation active des directions d’entreprises et des grands groupes éditoriaux pour défendre la réforme et décrédibiliser, voire réprimer les grévistes comme rarement par le passé, est un signe très clair de cet affrontement de classe. A la RATP, cette participation active s’est traduite par un courrier personnalisé, plusieurs articles et vidéos sur UrbanWeb. La direction de l’entreprise, loin des fameux principes de « neutralité » qu’elle avance en permanence, s’est clairement comportée comme une structure militante pro-LREM pour convaincre les agents du bienfondé d’un projet qui n’était ni une loi adoptée, ni en cours de discussion à l’Assemblée, ni même un projet de loi déposé. Elle a utilisé la « pédagogie » d’un côté et bien sûr le bâton de l’autre, avec plusieurs dizaines de militants syndicaux ou de simples grévistes convoqués devant des conseils de disciplines. Tous les motifs sont bons pour casser le mouvement et taper sur les meneurs. L’initiative de Vitry, en présence de Philippe Martinez, Fabien Roussel, Jean-Luc Mélenchon et Nathalie Artaud est un événement fondamental dans ce climat pour montrer à la direction de l’entreprise que nous ne nous laisserons pas intimider. J’en profite pour saluer l’ensemble des camarades attaqués, qu’ils soient ou non au Parti. Notre section et plus largement l’ensemble du Parti seront toujours du côté du mouvement social et des salariés en lutte, d’autant plus s’ils sont attaqués et réprimés.
* L’invisibilisation des luttes dans d’autres secteurs a également été un élément fort de la réaction contre ce mouvement, notamment à travers son traitement par les médias dominés par la grande bourgeoisie. Alors qu’une multitude d’autres entreprises étaient elles aussi mobilisées, la stratégie du gouvernement n’a été de parler et de montrer dans les médias que les luttes à la RATP et la SNCF en les liant directement à la défense des régimes spéciaux. Cette stratégie n’a pas fonctionné sur le fond, puisque l’opinion publique est restée constamment opposée à la réforme, mais elle a eu pour conséquence de nous donner l’impression d’être isolés dans la lutte. Radio France, l’Opéra de Paris, la santé, l’éducation, la Bibliothèque Nationale de France, la pétrochimie, etc… des mobilisations ont eu lieu dans beaucoup de secteurs, y compris pour certains de manière illimitée depuis le 5 décembre (voire même avant pour la santé et Radio France). Dans de nombreuses villes de province, les manifestations ont regroupé un nombre de manifestants considérables par rapport au nombre d’habitants, bien au-delà des seuls cheminots de la région. Ce silence et cette stratégie d’invisibilisation auraient pu, à la mi-décembre, contribuer à décourager fortement les salariés RATP et SNCF, présentés du coup comme les seuls et irréductibles réfractaires.
* On le voit, il s’agit donc bien de l’engagement complet, par les classes possédantes, de tous leurs moyens au service de la défense de la réforme et de l’esprit qui est derrière.
* Enfin, comme le disait Macron lui-même, cette réforme est la « Mère des réforme », notamment parce qu’elle vient parachever 30 ans de réformes libérales et qu’elle ouvre enfin la voie à la casse complète de la Sécurité Sociale et des derniers acquis du CNR pas encore saccagés. Plus de 75 ans après, il s’agit de la revanche du patronat sur les conquêtes ouvrières d’après-guerre.

Libéralisme ou progressisme, voilà, ni plus ni moins, l’enjeu de cette lutte.

Dans ce cadre-là, pas étonnant qu’un tel niveau de violence soit présent, dans les discours, sur les plateaux de télé, mais aussi directement dans les entreprises ou dans les rues. Tant que l’opinion publique soutenait la politique libérale, il fallait respecter la démocratie, mais aujourd’hui qu’ils sont minoritaires et que leurs arguments ne marchent plus, les matraques et la répression patronale sont là pour continuer à faire passer les réformes, coûte que coûte.

Nourrie par 30 ans de réformes libérales, une masse considérable de capitaux s’est accumulée et est en quête de rentabilité. C’est cela la raison profonde de l’attaque sur les retraites : ouvrir des opportunités de placement à tout cet argent en investissant le terrain de l’assurance-vieillesse.

On se heurte donc à l’essence même du système capitaliste. Il est important d’expliquer largement autour de nous cette situation. En tant que structure politique, je pense que c’est une de nos tâches prioritaires de la période qui s’ouvre.

Ce mouvement aura d’ores-et-déjà pour grand mérite d’avoir permis de mettre bien en évidence l’affrontement de classe et donc le besoin d’organisation syndicale, mais aussi politique. Beaucoup de salariés en lutte commencent à percevoir cet aspect et à chercher à compléter leur activité syndicale par la construction politique d’un contre-modèle.

Le pouvoir résiste comme il peut et maintient sa réforme coûte que coûte, en prévoyant de la faire passer à coup d'ordonnances ou de 49-3. Mais de plus en plus de Français ouvrent les yeux et se disent qu’il faudra dégager Macron pour pouvoir revenir sur toutes ses contre-réformes. Si nous savons leur donner la bonne grille de lecture, celle de la lutte des classes et de la défense des intérêts du monde du travail, une majorité progressiste peut émerger de ce combat pour remette en cause toutes les réformes passées.

Malgré un mouvement historique, le gouvernement s’accroche coûte que coûte. Beaucoup s’étonnent que, devant un mouvement aussi long et massif et avec un tel soutien dans l’opinion publique, le gouvernement n’ait pas déjà cédé. Ce mouvement en effet dépasse largement de nombreux autres qui, par le passé, avaient triomphé devant des dirigeants libéraux ou conservateurs qui se disaient tout aussi « durs ». Alors pourquoi un tel refus de bouger alors que LREM et le gouvernement ne cessent de perdre en crédibilité ?

D’abord justement parce qu’il s’agit d’un affrontement de classes et donc d’un affrontement entre 2 modèles de société. Le gouvernement sait bien que s’il cède, non seulement il sera très compliqué de continuer sa politique sur la suite du mandat, mais qu’y compris il n’est pas à l’abri d’une remise en cause massive des réformes libérales de ces dernières décennies, ce qui serait bien sûr un véritable désastre pour les classes dominantes.

L’autre raison, c’est la situation politique. Si LREM est en grande difficulté et que le modèle libéral est de plus en plus remis en question, pour autant, un contre-modèle clair, de gauche, peine à émerger.

Ne nous y trompons pas : si la gauche était en meilleur état et qu’elle était en mesure de prendre le pouvoir aux prochaines élections, avec un programme mettant en cause la politique libérale et la domination du capital sur la société, le rapport des forces serait très différent et l’issue de la mobilisation sociale aussi. Or, aujourd’hui, ce n’est pas le cas. La seule alternative électorale au pouvoir macronien qui apparaît crédible, c’est le RN. Celui-ci cherche du reste à récupérer la colère sociale à son profit, comme l’a montré l’interview donnée il y a quelques jours au Parisien par Marine Le Pen, où elle cherche à coller aux revendications et à l’état d’esprit du mouvement. Si l’opinion publique n’était pas contre la réforme, le RN n’aurait pas cette position. Pour autant, il ne s’agit pas d’une rupture avec la vision poujadiste. On le voit clairement dans les prises de positions de Marine Le Pen : pas de réforme des retraites, mais pas non plus de CGT, de Philippe Martinez ou de grève des travailleurs dans leurs entreprises.

Le RN, en tentant de s’emparer ainsi des revendications sociales tente à la fois de rester premier opposant à Macron (alors que ce mouvement les a éclipsés derrière la CGT) et d’élargir sa base électorale à un public populaire opposé à la réforme. Rien de surprenant : le rôle historique du fascisme a été dès son origine de servir de roue de secours au capitalisme en détournant la colère provoquée par les forces libérales au pouvoir.

Cette stratégie est aussi aidée par les médias. Car les dirigeants capitalistes voient bien que le modèle libéral se décrédibilise de plus en plus. Il leur faut donc, en solution de réserve, une force de droite et tout autant capitaliste, qui puisse lui succéder si les choses tournent mal pour Macron.

Bien sûr, Marine Le Pen n’aurait pas fait « mieux » que Macron, que ce soit sur le plan social, sur le respect de la démocratie et l’utilisation des forces de police ou sur le plan économique. Il faut que nous en soyons bien conscients et que nous fassions tout pour dénoncer l’imposture et lui faire barrage. Mais, au vu de l’éparpillement des forces de gauche, cette stratégie peut s’avérer payante. En tout état de cause, une chose est évidente : tant que l’on restera au plan politique dans ce tête-à-tête entre libéraux et fachos, toute mobilisation sociale rencontrera des limites dans son efficacité.

Alors que peut-on faire ? Que doit-on faire ?

J’en viens donc à l’action du Parti dans la période.

Le Parti s’est bien évidemment positionné dès le début au côté des grévistes et du mouvement naissant.

A côté de ce soutien naturel, nécessaire mais pas suffisant, l’objectif du Parti est de contribuer à faire émerger un projet crédible et partagé à toute la gauche qui puisse moderniser le financement des retraites en en conservant l’esprit du CNR et donc battre dans les têtes le projet libéral.

Le meeting de Saint-Denis le 8 décembre avec toutes les forces de gauche, les appels lancés pour une réforme progressiste des retraites avec des propositions précises, les multiples débats locaux avec toutes les forces de gauche pour dégager un projet alternatif ont été autant d’initiatives dans ce sens. Voilà tout l’enjeu de construction de l’alternative.

On peut essayer de faire un premier bilan de notre activité sur le terrain.

Pour ce qui est de notre section, la très grande majorité des camarades, avec la casquette syndicale, ont été sur-mobilisés et se sont tous largement dépassés (défoncés même !) pour aider le mouvement à décoller, puis à durer. Je pense d’ailleurs qu’on peut se dire que les camarades ont tous été à la hauteur de l’enjeu et du moment. L’activité de la section du Parti a donc été compliquée puisque tous les camarades étaient, et c’est tout à fait normal, sur le pont côté syndical. Néanmoins, nous avons réussi à diffuser les positions du Parti et aidé à crédibiliser un projet alternatif.

Dès le 13 Septembre, y compris au contact de militants UNSA, nous avons massivement proposé un contre-projet qui n’était pas la simple défense des régimes spéciaux (piège dans lequel aurait pu tomber une partie des agents RATP), mais bien la refonte du financement en allant chercher l’argent du capital.

Ce travail a été poursuivi dans les divers rassemblements et manifestations à partir du 5 décembre.

Le travail de la section a aussi consisté à diffuser les informations dans le reste du Parti. Nous avions dès octobre rédigé une note à l’attention du CEN totalement prophétique de ce qui s’est passé à partir du 5 décembre. De manière parfois irrégulière, nous avons également diffusé un maximum d’information des mobilisations RATP auprès des sections locales, élus et responsables nationaux du Parti pour qu’ils puissent aider et participer.

Concernant l’activité du reste du Parti : à certains endroits, les sections locales du Parti ont pleinement joué leur rôle et à d’autres moins, voire pas du tout. Si en général ces différences s’expliquent par la taille et la force de la section locale, il est également arrivé que des sections très fortes, nombreuses et actives n’aient pas du tout participé dans les dépôts ou terminus de leur territoire, alors que des sections plus petites et sur lesquelles nous n’aurions pas compté a priori ont été très présentes et actives.

Cette disparité s’explique donc également, soit par un manque d’information et de communication, soit par un manque de conviction de ces sections sur le rôle des communistes auprès des salariés.

Lorsque nous avons su ou vu des sections importantes pas impliquées, et que nous les avons contactées dans la foulée, elles ont en général réagit assez vite et se sont impliquées dans les blocages de dépôt et le soutien financier via la caisse de grève.

Il s’agit donc peut-être là d’un point que nous pouvons améliorer à l’avenir : nous avions concentré notre activité à convaincre les salariés RATP du bien-fondé de la lutte en considérant que les sections locales du Parti seraient d’office présentes sur les sites RATP. Il serait bon de créer, en parallèle de notre action envers les salariés RATP, un dispositif chargé de faire plus méthodiquement et systématiquement le lien avec les sections locales (et leurs élus) et leur diffuser les informations.

Malgré tout, et si quelques structures auraient certainement pu faire plus, le Parti et les communistes ont été plutôt bien engagés dans le mouvement, à l’image de Fabien Roussel, toujours à l’écoute, disponible et prêt à faire le déplacement pour nous, comme ça a été le cas à Vitry, ou encore ce soir où il sera présent à notre fête de section.

Cette stratégie, qui consiste à remettre au plus tôt la gauche en selle et à éviter les divisions, est la seule viable pour à la fois répondre à l’urgence de faire barrage à la droite libérale et à l’extrême droite, mais aussi permettre la prise de pouvoir et la mise en œuvre d’un programme de gauche qui réparerait tous les dégâts engendrés ces dernières années par le libéralisme.

Il est donc crucial que nous sachions mettre rapidement dans le débat un contre-modèle de gauche complet, digne du XXIème Siècle et qui soit capable de remporter l’adhésion d’une majorité de salariés.

Les élections municipales de Mars, qui arrivent très vite et qui seront en plein dans la période de passage à l’Assemblée du projet de loi, vont justement être la première occasion de rassembler la gauche sur des contenus partagés et de sanctionner le gouvernement.

Certains camarades de la section ont été sollicités pour être sur les listes du Parti, je les félicite et j’espère qu’ils feront les meilleurs scores possibles.

Pour notre section en tant que collectif militant, les municipales sont toujours une élection compliquée puisque nous rayonnons sur des dizaines et des dizaines de communes. Les configurations, les candidats, les alliances et les rapports de forces peuvent être très différents suivant les endroits. Néanmoins, le Parti, dans l’esprit que je vous disais, cherche en général toutes les possibilités d’alliances à gauche qui permettent de prendre le pouvoir et de faire avancer un programme radicalement à gauche.

Notre mot d’ordre doit être le suivant : faire élire un maximum d’élus communistes et de gauche. Ces élus, y compris lorsqu’ils ne sont pas la majorité municipale, sont toujours des sources précieuses d’information et des points d’appui parfois cruciaux pour les luttes.

Soulignons que le mouvement social auquel nous contribuons a permis de faire bouger les lignes sur ce terrain aussi puisque des alliances, il y a quelques mois inimaginables ont pu se faire, comme c’est le cas à Marseille par exemple où notre Parti et d’autres forces de gauche, dont la France Insoumise, ont réussi à construire une alliance sur des bases radicalement à gauche, qui a une possibilité de faire un bon score et d’entrer en nombre dans les conseils municipaux !

N’oublions pas non plus que derrière les élections Municipales, indirectement, c’est la désignation des sénateurs, et donc la possibilité de bloquer ou favoriser le passage des lois, qui en découle.

Le gommage des étiquettes semble être à la mode, que ce soit de la part du Ministère de l’intérieur pour camoufler la très probable déroute de LREM mais aussi de la part d’un grand nombre de candidats eux-mêmes, de presque tous les bords pour sembler « apolitiques » ou « hors appareil ».

Cette tendance est dangereuse pour la démocratie, car loin de réconcilier les français avec la classe politique, elle renforce encore plus l’impression de « tous pareil » et n’est rien d’autre qu’un mensonge aux électeurs puisqu’un responsable politique de droite ou de gauche, avec ou sans logo mène une politique de droite ou de gauche. Avancer masqué ne permet de tromper les électeurs qu’au moment de l’élection mais les 5 années de mandat derrière sont bien pavées de décisions politiques.

Le PCF de son côté, parce qu’il est une structure nationale avec une vision de société claire ne cherche surtout pas à se cacher, à individualiser ses candidats ou à en occulter les idées.

Un dernier point : l’année 2020 sera celle du centenaire du Parti qui sera marqué par une multitude d’évènements nationaux et locaux organisés dans tout le pays.

Il se conjuguera avec celui du 40e anniversaire de l’inauguration, en 1980, de notre siège national en présence de George Marchais et d’Oscar Niemeyer.

Une série de manifestations rythmera cet anniversaire tout au long de l’année :

* une exposition inédite d’affiches originales du PCF qui retracera un siècle de conquêtes sociales et de solidarité internationaliste.
* une semaine nationale d’initiatives, de portes ouvertes dans tous nos sièges du 15 au 21 juin et avec une grande fête du Centenaire, Place du Colonel Fabien, le dimanche 21 juin.
* tout au long de l’année des rencontres, des débats en région sur l’actualité du communisme dans ce nouveau siècle.

Et deux événements majeurs se tiendront à l’automne 2020, à l’approche de la date anniversaire de décembre :

* Une exposition célébrera les liens historiques tissés entre l’art, la culture et le PCF.
* Un grand événement festif et populaire placé sous le signe de l’internationalisme se tiendra le 12 décembre où Ho Chi Minh, Nelson Mandela, les Brigades internationales, les luttes d’indépendance anticoloniales et Angela Davis entre autres seront à l’honneur.

Voilà le programme très riche annoncé par Fabien Roussel lors des vœux du Parti. Je pense qu’à notre niveau, nous pouvons profiter de ces initiatives pour organiser des temps de formation et d’information auprès de nos plus jeunes militants et de nos sympathisants qui ne connaissent pas toujours les batailles auquel notre Parti a contribué tout au long de son histoire.

 Je ne serai pas plus long pour laisser la place à la discussion et au débat ! Merci.